

OUKRAGRO

La lettre du Club agroalimentaire France-Ukraine

Numéro 97
juin 2014

Sommaire :

Contexte économique et politique	5
Les priorités du nouveau Président	5
Décentralisation vs Fédéralisation	5
Signature de l'accord d'Association	5
Accord d'Association : Interview de Valerii Piatnitskii	6
Nouvelle loi sur la normalisation	8
Net recul du PIB pour 2014	8
Stimuler la reprise économique ; l'agriculture en tête	9
Consommation et distribution	10
Fonctionnement quasi normal des grandes surfaces dans la Donbass	10
Rareté et prix élevés pour les produits alimentaires en Crimée	10
Le commerce de détail reste actif	10
Légère baisse des salaires réels	10
Politique Agricole	11
Mise en œuvre de l'accord d'Association	11
Les priorités réglementaires suite à l'Accord d'Association	11
Les Organisations professionnelles misent sur une révision en profondeur de la normalisation	11
Les sept priorités de la Confédération agraire	12
La paille : une ressource stratégique pour l'Ukraine ?	12
Les organisations économiques misent sur le secteur agricole	13
Quatre propositions pour réformer le régime de la TVA agricole	14
Remboursement de crédits de TVA	14
Foncier	15
La Rada décide de rétablir la gratuité de la consultation du cadastre électronique	15
Feu la banque foncière d'État	15
Productions végétales	16
Blé : Perspective de récolte à 20Mt, mais avec plus de blé fourrager	16
Confirmation des bonnes perspectives pour le maïs	16
Stabilité pour les oléagineux	17
Les producteurs veulent des garanties d'accès au gaz pour leurs séchoirs	17
Incertitudes sur les cours intérieurs après la récolte	17
Les exportations ukrainiennes de grains approchent 33 Mt	17
Prochaine hausse des tarifs ferroviaires pour les céréales	18
Taxation des exportations de graines de tournesol	18
La Russie veut contrôler les exportations ukrainiennes de pommes de terre	18
Productions animales	19
Contrôles russes sur les exportations de fromages ukrainiens	19
Prorogation du système de paiement direct des aides laitières par les transformateurs	19
Entreprises	20
« Agroliga » passe à la biomasse	20
« KSG » à la peine	20
« HarvEast » dénonce la corruption et la chasse aux Agroholdings	20
« Niva Periaslavskii » accroît son intégration porcine	20
« Ovostar Union » poursuit son programme d'investissements	21
« Agrokultura AB » rationalise ses clusters pour sortir du rouge	21
Augmentation de capital chez « Bel Chostka »	21
La Banque nationale refinance les dossiers agricoles d'« Alfa Bank »	21
Change et marchés financiers	22

Éditorial

Le mois de juin s'inscrit de nouveau dans la jeune histoire de l'Ukraine indépendante. En signant à Bruxelles, le 27 juin, en même temps que la Géorgie et la Moldavie, un accord d'Association avec l'Union européenne, L'Ukraine répond à l'aspiration profonde de sa jeunesse et de tous ceux qui veulent sortir du passé soviétique pour affirmer des valeurs de liberté individuelle, de droits de l'homme et de dignité, qui, vues de Kiev semblent avoir été oubliées dans cette Europe que ces nouveaux États veulent rejoindre.

La Fédération de Russie se sent attaquée dans son identité territoriale. Pour ses idéologues, de nouveau inspirés par un courant panrusse, l'Ukraine, et dans une certaine mesure la Biélorussie, sont des terres de la formation historique de la langue, de la culture et du territoire russes ; La terre du triomphe attendu de la troisième Rome face au déclin inéluctable de l'occident et surtout de la vieille Europe. L'homme fort de Minsk n'inspirant guère de sympathie dans les capitales européenne, les tensions entre la Biélorussie et Moscou donnent lieu à des accès de fièvre de courte durée. La population biélorusse semble avoir été moins mal traitée par le pouvoir politique que celle de l'Ukraine : La médecine, les écoles et la formation y sont encore assurées pour tous. La privatisation, qui a surtout porté sur les entreprises individuelles et les petites PME, ne semble pas avoir généré les écarts insupportables de richesse que connaissent les autres pays de la CEI. Et par-dessus tout le président Biélorusse n'a jamais envisagé un rapprochement avec l'Europe et moins encore avec l'OTAN.

La Géorgie reste un petit pays, qui a déjà du éprouver récemment la puissance militaire russe, semble avoir trouvé depuis les dernières élections présidentielles et le départ du président Saakachvili, un modus vivendi avec Moscou, qui tiendra tant que Tbilissi ne s'ouvrira pas à l'OTAN. La Moldavie, à la fois plus petite et plus pauvre, n'est intéressante pour la Russie que par la pression qu'elle lui permet d'exercer sur les pays européens voisins, comme elle le fait à Kaliningrad, en Carélie, dans les Kouriles ou ici et là sur les frontières communes incertaines des États de la CEI. En cela Moscou semble restée attachée à une politique extérieure traditionnelle faite de conquêtes vers ses frontières maritimes, maintenant continentales, et d'installation de son modèle socioculturel sans grande concession aux spécificités de chacun au-delà du respect d'un folklore local.

L'Ukraine est le gros morceau du projet eurasiatique du président Poutine : Deuxième état de la CEI par la population, par les richesses naturelles, par les industries, par la qualité des ports fluviaux et maritimes, par la force de l'agriculture. Il est à noter que l'agriculture ukrainienne est capable d'exporter plus que la Russie avec cinq fois moins de terres agricoles. Ainsi la crise russo-ukrainienne, au contraire de ce qui se passe avec la Biélorussie, voire la Géorgie, se prolonge depuis l'annexion de la Crimée. La crise dans le Donbass est loin de faire l'unanimité dans les régions de Donetsk et de Louhansk. Mais les séparatistes y ont noué des relations privilégiées avec de simples malfaiteurs n'hésitant ni à voler ni à prendre en otage pour obtenir rançons et richesses. Le contraste avec les événements de Kiev cet hiver est frappant. Aucun magasin, même à deux pas de la place Maïdan, n'y avait été pillé. Aucune personne n'y avait été attaquée ou menacée, sauf par les Berkouts et les bandes paramilitaires mercenaires au service du Parti des Régions, et qui se retrouvent aujourd'hui dans le Donbass. Cette crise pourrait bien se prolonger, d'autant plus que les sanctions européennes, ne sont que des menaces verbales qui ne font pas plus d'effet sur le président Poutine que l'eau sur les plumes d'un canard, comme l'interdiction de toutes les importations en provenance de Crimée par l'Union européenne à compter du 25 juin.

La Russie, qui est derrière les séparatistes de l'est du pays, amplifie une forme de guerre économique avec l'Ukraine en mobilisant des outils de propagande et les contrôles techniques et sanitaires. Les services vétérinaires russes redoublent de vigilance, au-delà des règles de l'OMC ou des accords sanitaires internationaux, pour contrôler les produits agricoles et alimentaires en provenance d'Ukraine. Ils ont établi une liste des entreprises ukrainiennes qui exporteraient en Crimée des produits non conformes à la réglementation sanitaire de la Fédération. Les tensions se poursuivent avec les produits laitiers, les confiseries et les viandes, et s'étendent aux fruits, aux légumes et aux pommes de terre. Au total, sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations ukrainiennes agricoles vers la Russie ont baissé de 30 %.

Le président Petro Porochenko devra faire preuve d'exceptionnels talents politiques, économiques et militaires pour relever les défis qui sont devant lui depuis son investiture le 7 juin. Pour endiguer les risques économiques et financiers, les équipes du Fonds monétaire sont de nouveau en Ukraine pour participer à l'élaboration du plan macroéconomique de relance. Comme l'a déclaré le nouveau président, ce programme doit d'abord permettre une Réanimation avant d'entreprendre sa réhabilitation. Le choix de scénarios n'est pas encore arrêté. Les avis des économistes divergent. Certains plaident pour un relance ciblée, centrée sur un nombre limité de secteurs d'activité, alors que d'autres mettent en garde contre la perte de résilience d'un scénario faisant de l'Ukraine un pays de spécialités. Certains se frottent les mains à l'idée des aides et des soutiens publics sectoriels qui leur permettraient de poursuivre leurs projets propres ; tandis que d'autres, dénonçant les risques d'une nouvelle corruption, plaident pour l'absence de mesures exorbitantes tout en doutant du pouvoir régulateur du seul marché. Une fois de plus les réflexions économiques en Ukraine croisent celles qui traversent aussi les pays européens.

Dans les campagnes, comme dans les milieux agricoles, la crise est dans toutes les têtes ; mais les belles perspectives de récolte contribuent à calmer ces inquiétudes. L'Institut météorologique confirme les perspectives d'une récolte de grains supérieure à 60 Millions de tonnes. Les grands groupes poursuivent leurs projets d'investissements. Louis Dreyfus, par exemple, complète ses installations à Odessa en partenariat avec le groupe Brooklyn pour 200 000 tonnes supplémentaires de stockage portuaire. D'autres entreprises—pas nécessairement les plus grandes—comprennent les enjeux énergétiques et misent sur la valorisation de la bio-

masse, qui devient un grand sujet des journaux d'opinion, au risque de quelques erreurs ...

Toutefois, la perspective d'une bonne récolte génère deux types de craintes : Un blocage des livraisons de gaz qui ne permettrait pas de faire tourner les séchoirs d'une part, et, d'autre part, une réquisition des carburants qui bloquerait le transfert des grains vers les terminaux portuaires. Les organisations agricoles demandent au gouvernement de la République autoproclamée du Donbass de garantir la libre circulation des grains dans un corridor. Nul ne sait quelle suite pourra être concrètement donnée à cette demande. Mais il est certain que la zone réellement contrôlée par les séparatistes est loin de constituer un grand bassin de production agricole. Il ne faut pas oublier que le commerce des grains est un commerce de pondéreux : Un camion ne pouvant transporter qu'un vingtaine de tonnes de grains, trente avec une remorque, quarante au mieux, n'assure la collecte que d'une dizaine à une quinzaine d'hectares. Il faudrait donc une véritable armée pour assurer le contrôle des 5 à 6 Mt en provenance de ces deux régions qui totalisent à peine plus de 10 % de la production totale ukrainienne.

La signature de la partie économique de l'accord d'Association ouvre de nouvelles perspectives pour les exportations ukrainiennes. Le pays dispose de beaux outils pour pénétrer les marchés européens : L'interconnexion dans les régions de l'ouest des réseaux ferroviaires européens et russes ; Le Danube qui assure la liaison avec l'Europe centrale, le Rhin et la Mer du Nord.

Les projets visionnaires du fondateur de « Nibulon » se concrétisent. Il n'est pas inutile de souligner qu'il est russophone de langue natale, et patriote ukrainien, bien décidé à résister aux séparatistes et à valoriser le potentiel de son pays, en coopération avec les entreprises et les banques de l'Union européenne.

Jean-Jacques Hervé

Contexte économique et politique

Les priorités du nouveau Président

La Commission électorale centrale publie les résultats officiels de l'élection présidentielle du 25 mai. 9 857 308 voix soit 54,7 % des électeurs ont apporté leur soutien à Petro Porochenko. Ces résultats confirment les premiers décomptes effectués dès le lendemain du scrutin.

Dans sa première déclaration de nouveau président élu, Petro Porochenko annonce ses priorités d'action :

- Rétablir le calme dans les régions de l'est du pays ;
- Assurer et rétablir l'intégrité territoriale de l'Ukraine ;
- Signer le second volet de l'accord d'Association avec l'Union européenne
- Engager la lutte contre la corruption (engagement pris à Maïdan)
- Préparer une loi d'amnistie large et juste

Une vingtaine de chefs d'État ou de gouvernements étrangers participaient à la cérémonie d'investiture du nouveau président (inauguration en langue locale). Les tribunes de la Rada ont alors vu siéger côte à côte les présidents de Pologne, Bronislaw Komorowski, de Lituanie Dalia Grybauskaitė, de l'Union européenne Hermann Von Rompuy... et de nombreux autres hauts représentants de plus d'une quarantaine de pays. Le vice-président des USA Joe Biden avait également effectué le voyage spécialement pour cette prise de fonction.

La participation à cette cérémonie d'investiture a donné lieu à de très larges consultations internationales pour préparer, améliorer, un plan de redressement économique et surtout éviter une aggravation de la crise financière et politique, avec des encouragements à une poursuite d'un dialogue amorcé entre la Fédération de Russie et l'Ukraine lors des cérémonies du sixième anniversaire du débarquement de Normandie.

Décentralisation vs Fédéralisation

Dans le cadre de ses priorités d'action, le président Porochenko entend faire avancer rapidement le projet de décentralisation afin de trouver un nouvel équilibre entre les prérogatives du pouvoir central et la nécessaire adaptation locale des politiques économiques, sociales et culturelles. Ce projet s'oppose à la fédéralisation de l'Ukraine demandée avec insistance par la Russie. Le calendrier de la décentralisation va être adapté aux échéances électorales législatives. Le renouvellement de la Rada est en effet nécessaire, même si le retournement de nombreux députés de l'ancien bloc présidentiel y a laissé émerger une majorité nouvelle sans hostilité rédhibitoire à l'égard du pouvoir en place depuis février. Mais l'investiture de Petro Porochenko, pour importante qu'elle soit, ne peut sans doute suffire à confirmer complètement le changement d'orientation du pays. L'administration présidentielle confirme son choix en faveur d'une décentralisation « significative ». Elle pourrait se traduire par l'attribution automatique de 25 % des recettes fiscales régionales au budget de l'oblast, celui-ci étant placé sous le contrôle du Conseil régional. Il restera à définir les modalités pratiques d'exécution budgétaire pour ne pas alourdir des procédures déjà très complexes avec deux niveaux d'ordonnement : celui du représentant de l'État, le gouverneur, et celui du pouvoir régional. Le projet de décentralisation exigera une modification de la Constitution, et derrière elle celle de nombreux textes législatifs et réglementaires. Les projets ne devraient être examinés qu'à l'issue des prochaines élections législatives. Pour une bonne part l'ampleur des réformes dépendra de l'issue de la crise du Donbass et des conditions qui pourraient alors être celles d'une préservation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Signature de l'accord d'Association

La partie politique de l'accord d'Association avait été signée le 31 mars par le Président en exercice Tourtchinov. En signant à Bruxelles, le 27 Juin, la partie économique de l'accord, trois semaines seulement après son investiture le 7 juin, le Président Petro Porochenko confirme la volonté d'un ancrage résolu et croissant de l'Ukraine à l'Europe.

Les experts des services économiques de l'Union européenne et de l'Ukraine s'accordent sur l'estimation des retombées de l'accord d'Association à environ 500 M€, sans compter l'apport de 500 M€ d'une aide macroéconomique européenne immédiate. Les exportations agricoles devraient être les premières bénéficiaires de la signature de cet accord avec un accroissement en valeur de 340 M€ pour les produits bruts et d'environ 50 M€ pour les produits transformés (sucre et viandes diverses). La levée complète ou partielle de droits d'entrée pour diverses marchandises—qui s'appliquera à 94,7 % des produits industriels et 83,4 % des produits alimentaires—devrait épargner une centaine de millions d'Euros de dépenses aux exportateurs ukrainiens.

Exportations ukrainiennes en 2013, en milliards USD

Avec l'Union européenne		Avec l'Union douanière eurasiatique	
Pologne	2,5	Russie	15,1
Italie	2,4	Kazakhstan	2,1
Allemagne	1,6	Biélorussie	1,0
Hongrie	1,5		
Espagne	1,0		
Pays Bas	1,0		
République Tchèque	0,8		
Slovaquie	0,7		
France	0,7		
Autres	4,5		
Total	16,7		18,2

Source : DerjKomStat, FMI, Baker Tilly, Kapital

Les exportations vers l'Union européenne sont dominées, à parts égales par les métaux et les produits agricoles (pour 4 milliards USD). La part des Industries alimentaires orientée vers les pays de l'Union douanière est nettement plus faible (0,8 Md USD) et concerne principalement les produits laitiers—en particulier les fromages à pâtes pressées de premier prix dont la Russie est structurellement déficitaire et ne peut guère trouver ailleurs qu'en Ukraine—et des confiseries, notamment celles du groupe « Roshen » du Président Porochenko, bloquées depuis de nombreux mois avec des pressions judiciaires contestant la conformité aux normes de production et les droits de propriété intellectuelle..

Les exportations ukrainiennes par produits

Vers l'Union européenne			Vers l'union douanière eurasiatique		
produits	%	Milliards USD	produits	%	Milliards USD
métaux	24,4	4,1	Chaudières et nucléaires	13,3	2,6
Minerais	10,6	1,8	Métaux	13,0	2,5
Céréales	10,3	1,7	Matériels ferroviaires	11,0	2,1
Matériels électriques	9,0	1,5	Produits sidérurgiques	8,3	1,6
Oléagineux	7,4	1,2	Machines électriques	6,5	1,2
Produits pétroliers raffinés	6,3	1,0	Chimie minérale	5,0	1,0
bois	3,7	0,6	Papiers et cartons	4,7	
Sous-produits alimentaires	3,0	0,5	Sels, pierres terres	2,8	0,5
Produits gras	3,0	0,5	Matières plastiques	2,4	0,5
Vêtements	2,8	0,5	Produits laitiers, œufs, miel	2,2	0,4
Chaudières et nucléaires	2,5	0,4	Produits pétroliers	2,2	0,4
Produits sidérurgiques	2,0	0,3	Cacao et confiseries	2,0	0,4
Autres	15	2,5	Autres	26,4	5,1

Sources : DerjKomStat, FMI, Baker Tilly, Kapital

Accord d'Association : Interview de Valerii Piatnitskii

Valerii Piatnitskiy, le haut fonctionnaire ukrainien chargé des négociations économiques avec l'Union européenne, pense que la signature de l'Accord d'Association devrait assez rapidement se traduire par un doublement des quotas d'exportations ukrainiennes sans droit d'accès. Mais il se demande si la signature sera, comme cela avait été le cas avec l'accès à l'OMC, une nouvelle occasion pour le pays de se sentir dépassé par l'ampleur de la tâche encore à accomplir, incommensurablement plus complexe que la négociation de l'accord lui-même. Extraits d'une longue interview donnée au lendemain de la signature de l'Accord d'Association publiée sur le site Internet www.Zn.ua.

L'Ukraine est-elle prête pour affronter la concurrence européenne ? Il ne faut pas rester bloqué sur des avantages ou des difficultés à court terme. Je m'oppose fermement à l'idée que le pays n'est pas prêt pour une association avec l'Union européenne, comme l'a prétendu le précédent pouvoir. Il ne faut pas juger l'accord qui vient d'être signé aux mesures tarifaires qui pourraient faciliter ou freiner tel ou tel flux commerciaux. Il faut, au contraire, se concentrer sur l'apport de l'Europe à la modernisation du pays et de ses méthodes de travail. Et de citer les domaines dans lesquels l'Ukraine a tout à gagner pour accroître son inscription dans une économie ouverte : harmonisation des normes techniques, sanitaires et phytosanitaires, protection de la propriété intellectuelle, adoption des normes commerciales et ouverture à la concurrence, lutte contre la corruption...

Oui il faudra encore faire des efforts pendant dix ou quinze ans pour valoriser l'acquis européen, comme l'ont fait les États qui ont progressivement rejoint l'Union européenne au cours de la décennie précédente. La toute première étape en Ukraine consistera à ratifier en novembre prochain la signature de l'ensemble de l'accord intervenu le 27 juin (la première partie de l'accord avait été signée le 17 mars).

Que doivent faire les entreprises ? Premièrement ne pas paniquer ; les normes européennes ne sont pas inaccessibles, et de nombreuses entreprises en Ukraine s'en sont déjà rapprochées ; Deuxièmement tout faire pour que les PME ukrainiennes considèrent que les règles issues de l'Union européenne deviennent leurs règles nationales, dans l'ensemble bien moins contraignantes que ne l'est le système actuel complexe, lourd, lacunaire et peu efficace. Cela signifie : Apprendre à vendre et à se concentrer sur la promotion des produits ayant des perspectives sur les marchés de l'Europe ; Former les hommes pour qu'ils comprennent la signification des règles et des normes de l'Union européenne, basées sur la responsabilité de l'entrepreneur et non sur le contrôle public et final de sa production.

Que doit faire le gouvernement ukrainien ? Préparer les projets de loi et les mettre en œuvre pour que les dispositions de l'accord d'Association puissent être mises effectivement en application ; En principe depuis la signature de l'accord, les viandes ukrainiennes pourraient entrer sur le marché européen, mais n'y rentreront que lorsque pourra être garantie leur conformité aux règles sanitaires européennes, et donc pas avant l'adoption d'une série de lois sur l'identification animale, la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments... Cela nécessitera une plus grande coordination interministérielle.

Faut-il alors un ministère spécifique pour conduire ces changements ? Cette transformation des règles doit mobiliser toutes les sphères de la gestion publique, depuis le Président qui a explicité très clairement son choix pro-européen, jusqu'aux instituts chargés de revoir dans le détail les textes et les outils d'application et les grands services d'État, comme les douanes ou les organismes de certification.

Ne faudrait-il pas un coordinateur ? Prenons l'exemple de l'agriculture, très fortement concernée par l'ouverture européenne : L'action du ministre, s'inscrit par nature dans celle du gouvernement et du Cabinet des ministres. Il doit donc être le premier à coordonner l'action des cadres de son ministère pour préparer les projets de loi et inscrire leur mise en application dans les structures de son département ministériel. La meilleure garantie d'un travail allant dans le sens de la modernisation des règles de l'État doit reposer sur la conviction personnelle des agents qui en assureront la direction. La coopération entre le secteur public et le secteur privé et d'autant plus indispensable que les règles concernent en premier lieu les entreprises et que beaucoup d'entre-elles ont déjà beaucoup fait pour intégrer une bonne partie des règles et des normes européennes dans la gestion de leurs activités.

Et plus concrètement ? Il faut maintenant mettre en place la « task force » prévue par l'accord. Il faut donc choisir la quarantaine de cadres issus de l'économie et de l'administration ukrainiennes qui assureront l'interface opérationnelle entre les services de l'État ukrainien et ceux de la Commission.

Que faut-il en plus de l'effort législatif et de l'effort de coordination ? En tout premier lieu, sans aucun doute, la lutte contre la corruption ; C'est un mal absolu qui, s'il n'est pas éradiqué, ruinerait les efforts de rédaction des meilleures lois et rongerait tous les espoirs de modernisation.

Doit-on rouvrir des discussions pour revoir les quotas tarifaires ? Une fois de plus évitons de nous concentrer sur cet aspect de l'accord qui est loin d'être le plus important. Les échanges avancent par ailleurs sectoriellement ; les quotas sur les viandes de volaille pourraient ainsi être revus, peut-être même supprimés...

Et que pensez-vous de l'embargo décidé par l'Union européenne sur les produits provenant de Crimée ? C'est une décision très juste ; De plus aujourd'hui les autorités ukrainiennes sont dans l'impossibilité de garantir les contrôles qui relèvent de leur compétence. Il n'y a pas actuellement de raison d'étendre aux produits de Crimée les principes de préférence définis dans l'accord d'Association.

Que peut-on attendre de négociations triangulaires entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Fédération de Russie ? En tout premier lieu, il convient de rappeler que l'Union européenne conduit ses négociations commerciales d'une façon parfaitement définie par tous les États membres ; La Situation est sensiblement différente avec la Fédération de Russie car le plus important voisin de l'Ukraine parle à la fois en son nom propre, et au nom des États qu'il entend réunir dans une Union douanière eurasiatique.

Pensez-vous que les craintes de la Russie de voir son marché perturbé par l'association de l'Ukraine et de l'Union européenne sont justifiées ? Pour le moment, alors que la Russie a annexé une partie de l'Ukraine, les craintes devraient être celles de l'Ukraine ; Pourtant l'Ukraine n'avait élevé aucune objection à l'accès de la Russie à l'OMC et n'avait demandé aucune condition particulière à inclure dans les termes de l'accession. L'Ukraine peut avoir un accord de libre-échange avec une union douanière sans en être membre ; C'est le cas avec l'Union européenne ; Pourquoi cela ne pourrait-il pas être le cas avec l'Union eurasiatique ? Le dialogue est toujours possible entre experts, mais quand il atteint le plan politique alors c'est l'ordre du grand frère, du mentor qui devrait s'imposer.

La Russie a pratiquement suspendu les importations de lait, de fromages de beurre de crème fraîche... Dans ce domaine l'Ukraine ne pourra avoir une position claire qu'après s'être assurée que tous ses exportateurs sont sans reproche, en particulier en ce qui concerne leur accès aux matières premières. Le conflit commercial actuel justifierait certainement l'ouverture d'un panel auprès de l'OMC, Mais l'initiative ne pourra être prise par l'Ukraine que si les pratiques professionnelles sont irréprochables et les lois conformes aux bases de l'OMC et effectivement appliquées... Les limitations aux exportations de viandes de volaille relèveraient aussi d'un différent au sens de l'OMC. De nouveau la procédure—si elle devait être engagée—sera longue, mais l'issue devrait en être favorable à l'Ukraine qui dispose de solides arguments pour démontrer le respect des règles internationales par ses exportateurs, la qualité de ses contrôles et de ceux des nombreux pays devenus importateurs de produits ukrainiens.

L'Ukraine doit donc rechercher de nouveaux marchés ? *Oui c'est indispensable. Sans abandonner les pays de la CEI, il faut évidemment voir au-delà. Le statut de membre de l'OMC en ce sens est essentiel.*

Que faire si la Russie prend le prétexte de la présence d'insectes dans les maïs et dans les pommes de terre ou de salmonelles dans les fromages et les viandes ? *Précisément l'Ukraine doit aller devant l'instance des conflits de l'OMC et y faire la démonstration que les produits en provenance d'Ukraine en étaient indemnes, alors que les produits issus des autres pays de la CEI en contenaient ; Il faudra être patient et savoir animer et nourrir plusieurs années de discussions...*

L'anexion de la Crimée devrait-elle être aussi un sujet à l'OMC ? *Les difficultés nombreuses générées pour l'ensemble des entreprises de Crimée et de leurs relations commerciales mériteraient en effet l'attention de l'OMC ; Mais il faut centrer les actions menées auprès de l'organisation internationale du commerce sur le terrain de sa compétence. L'Ukraine a de nombreux sujets à soumettre aux jugements de l'autorité des conflits et les dirigeants du pays ont la volonté d'utiliser pleinement leurs droits auprès de l'OMC. Le renouveau de la normalisation se fera notamment en collaboration avec l'organisation internationale (OIML) et l'organisation européenne (WELMEC) de métrologie*

Nouvelle loi sur la normalisation

La Rada adopte à une large majorité (77,2 %) une nouvelle loi sur la normalisation. Le cadre juridique de la normalisation va ainsi être profondément transformé. L'organe principal de préparation et de diffusion des normes devrait être un organisme de droit public, doté d'une large autonomie, placé sous la tutelle directe du département ministériel chargé de la métrologie et de la définition des normes obligatoires.

En principe, cet organisme central, devrait avoir un fonctionnement comparable à celui des établissements de normalisation européens. Il devra adopter des procédures d'enquêtes publiques transparentes pour recueillir les observations des industriels et des consommateurs sur les projets de normes.

Dans le secteur agricole et agroalimentaire le statut des normes devra sans doute encore évoluer, parallèlement aux inflexions données à la réglementation sur la qualité et surtout la sécurité sanitaire des aliments. On peut espérer que le principe de responsabilité des fabricants et des distributeurs prévaudra sur le principe du contrôle systématique à postériori. Dès lors la majeure partie des normes devrait avoir un caractère volontaire.

L'Ukraine devrait renforcer ses partenariats avec les grandes Unions internationales de normalisation, comme l'IOLM (Organisation Internationale de Métrologie légale) dont elle n'est à ce jour ni membre ni correspondante, ou ISO et CEN.

Net recul du PIB pour 2014

Les experts publics et privés réunis dans le groupe de travail dit « de consensus » pour l'établissement des perspectives macroéconomiques ont revu leurs précédentes estimations de l'évolution du PIB de l'Ukraine pour l'ensemble de l'année 2014. Ils s'attendent maintenant à un recul du PIB de 4,6 %. Le taux d'inflation sur l'année civile s'alourdit de 5 points passant de 7,9 % à 12,9 %, tandis que la valeur de la monnaie devrait désormais se stabiliser autour de 10,84 UAH / USD, après les fortes dévaluations de ces derniers mois. L'estimation « consensuelle » de la baisse du PIB reste en-dessous des estimations de la BERD (7 %) et du Fonds monétaire international (5 %).

L'Institut d'études économiques et de consultation politique est plus optimiste. Il situe la baisse du PIB à 3,3 % et entrevoit un retour à la croissance dès 2015 avec + 2,8 % ; L'Institut fonde son relatif optimisme sur l'effet positif que devrait avoir l'élection du président Porochenko dès le premier tour de scrutin avec une confortable majorité dans un contexte politique pourtant toujours tendu. Les experts de l'Institut pensent que l'arrivée à la tête du pays d'un véritable entrepreneur devrait influencer fortement sur le climat des affaires et encourager les chefs d'entreprise à s'engager personnellement pour relancer les activités productives.

Ils observent également que les violences dans la région du Donbass contribuent à exagérer la contribution du ralentissement économique de cette région à la baisse du PIB national. Restant cependant prudents ces experts n'écartent pas des difficultés nouvelles pour la collecte et le transport des denrées agricoles de la prochaine récolte. In fine, l'analyse de ce groupe d'experts aboutit à une inflation de 14 % sur l'année, un recul du PIB de 3,3 % et une stabilisation des taux de change.

Stimuler la reprise économique ; l'agriculture en tête

Au cours d'un séminaire tenu à Kiev le 26 juin, Pavlo Cheremeta, le ministre de l'économie, propose de stimuler une douzaine de secteurs économiques afin d'éviter le risque d'une désorganisation à laquelle conduirait un soutien à un nombre limité de secteurs économiques, fussent-ils porteurs de belles perspectives comme le secteur agricole et celui des nouvelles technologies. Il se propose de sélectionner dans chaque secteur retenu de dix à quinze projets prioritaires qui devraient fonctionner comme des initiateurs d'un retour à l'investissement ; Les outils d'appui à ces projets resteront les instruments classiques des politiques de stimulation économique : préférences tarifaires, allègements fiscaux, facilité pour le retour des profits vers les sociétés mères des investisseurs, accès à des financements bonifiés.

Le secteur agricole, celui de l'amélioration de l'efficacité énergétique, devraient être en tête des secteurs prioritaires ; Oleg Bakhmatiouk, le président du géant agricole « OukrLandFarming » soutient cette orientation et se réjouit de la possibilité d'un accès plus facile à des financements moins coûteux.

L'économiste Alexandre Pachkaver ne partage pas les perspectives décrites par le ministre de l'économie. Il voit se profiler de nouvelles portes largement ouvertes à la corruption ; L'inefficacité des soutiens publics aux industries du gaz et des mines suffit à ses yeux à démontrer qu'il faut éviter précisément les soutiens sectoriels. Et de noter que force est d'ailleurs de constater qu'en dépit de taux d'intérêt très élevés, le secteur agricole réussit à accroître ses investissements et à en tirer profit quand les projets sont bien conduits et les entreprises bien gérées.

Comme d'autres économistes, il préconise de concentrer les actions de soutien économique vers des projets améliorant les réponses aux demandes de la société (santé, éducation...) et en valorisant les capacités existantes de production. Les experts du Fonds monétaire, qui multiplient les missions à Kiev pour plancher sur les choix stratégiques, restent encore réservés sur les choix à effectuer, entre relance sectorielle avec projets prioritaires, ou au contraire sélection et appuis à tous projets et dans tous les secteurs en fonction de leur efficacité probable. Quel que soit les choix finaux, le secteur agricole devrait demeurer en tête des atouts de l'économie ukrainienne.

Consommation et distribution

Fonctionnement quasi normal des grandes surfaces dans la Donbass

Les supermarchés des régions de Donetsk et Louhansk fonctionnent plus ou moins normalement, avec toutefois des durées d'ouverture réduites. Le coût de l'approvisionnement de la zone sécessionniste du Donbass est multiplié par 1,5 ; Pour le directeur de « Retail group » (regroupant notamment les enseignes Velmart, Vielika Kichenia, Prosto Market, Select, Express...) il n'est pas question, au moins pour le moment, de répercuter ce surcoût sur les consommateurs de cette région.

Rareté et prix élevés pour les produits alimentaires en Crimée

Les produits alimentaires se font rares en Crimée, malgré les efforts des réseaux de distribution. Ils deviennent également nettement plus chers qu'avant l'annexion de la presqu'île par la Fédération de Russie. La hausse serait liée aux contrôles aux frontières et aux frais des importateurs pour obtenir les certifications nécessaires à leur activité commerciale. Par ailleurs, la qualité des produits frais est pénalisée par des délais longs et des conditions non adéquates d'entreposage. RosSelkhozNadzor, désormais compétente pour les contrôles de sécurité sanitaire, annonce avoir dû mettre un terme à la commercialisation de 5 000 t de viandes en provenance d'Ukraine et impropres à la consommation.

Boycott des produits russes

Le mouvement de boycott des produits russes ou distribués dans des réseaux commerciaux appartenant à des sociétés russes se poursuit tant à Kiev qu'en province. La baisse de consommation de ces produits serait de 20 % dans la capitale ukrainienne, 10 % dans l'ouest et le nord du pays et 8 % ailleurs. Pour l'agence GfK ; la perte de part de marché des produits russes en Ukraine serait de 13 % auprès des consommateurs de moins de 30 ans, de 6 % pour les seniors de 50 à 60 ans et de 3 % chez les plus de 60 ans. Pour imprécis qu'ils soient, ces chiffres mettent en évidence la vive réaction de la jeunesse à l'action de la Russie tandis que les plus anciens sont moins combatifs et plus habitués aux méthodes du « grand frère ».

Le commerce de détail reste actif

En Mai la distribution gagne, sur l'ensemble du pays, presque trois points par rapport au même mois de l'an passé ; La croissance du commerce de détail est encore plus nette en comparant les premiers semestres. ; On note toutefois un réel fléchissement récent dans les oblasts touchés par les événements de l'est de l'Ukraine.

Évolution de la distribution

	Chiffre d'affaires en mai, en MUAH	Mai 2014 vs Mai 2013	Janvier mai 2014 vs Janvier Mai 2013
Ukraine (hors Crimée)	343352,5	102,9	111,6
Donetsk	34953,5	100,4	113,2
Louhansk	15773,5	98,1	116,4
Kiev	46784,6	99,0	112,9
Kharkov	25654,1	104,3	107,7

Source : DerjKomStat

Légère baisse des salaires réels

Les salaires réels en mai sont en baisse de 3,7 % par rapport à leur niveau de mai 2013. Le salaire nominal moyen en mai est identique à celui d'avril (3 430 UAH) Les écarts interrégionaux restent très marqués avec 5 272 UAH à Kiev et 2 483 UAH à Ternopol.

Politique Agricole

Mise en œuvre de l'accord d'Association

L'accord d'Association prévoit l'instauration d'un « libre-échange profond et complet ». L'accord a été mis en œuvre de façon unilatérale et anticipée par l'Union européenne en avril pour soutenir l'Ukraine. 82,3 % des produits agricoles et 83,4 % des produits transformés ukrainiens peuvent entrer librement sur le marché communautaire. Les viandes, les produits laitiers, les œufs, les céréales, le sucre, les champignons, les tomates transformées et les jus de raisin restent soumis à des quotas tarifaires d'importation. Dans tous les cas les produits doivent être conformes aux normes de qualité et de sécurité sanitaires de l'Union européenne.

L'importation en Ukraine de produits européens, notamment les fromages, l'huile d'olive, le vin, est libéralisée. L'Ukraine s'est engagée à mettre en place des quotas tarifaires d'importation pour 10 000 t de viande porcine sauf les jambons et les filets, de 8 000 t à 10 000 t de viandes de volaille (dans un délai de cinq ans), de 10 000 t de carcasses congelées de volaille et de 30 000 t à 40 000 t de sucre.

Accord commercial entre l'Ukraine et l'Union européenne, Quotas tarifaires en tonnes

produits	Proposition d'avril 2014	Proposition revue	Extension dans 5 ans
Viandas bovines	6 000	12 000	
Viandes porcines	15 000	20 000	+ 20 000
Viandes de volailles et sous-produits	10 000	16 000	20 000 + 20 000
Blé tendre et farines de blé	10 000	20 070	
Orge et farines d'orge	200 000	950 000	Jusqu'à 1 000 000
Maïs et farines de maïs	12 000	250 000	Jusqu'à 350 000
Cigares et cigarettes	70 000	400 000	jusqu'à 650 000

Produits ukrainiens entrés sans droit en Europe le 4 juin 2014, en tonnes

Sucre et dérivés	amidon	Tomates séchées	Semoule d'orge
11 000	40	110	368

Source site de l'Union européenne

Depuis le début de l'année, les exportations agricoles ukrainiennes vers l'Union européenne ont progressé de 3,4 %. Malgré cet accord, le ministère de la politique agraire se mobilise pour obtenir une plus grande ouverture de l'offre commerciale européenne. Le vice-ministre Andrei Dykoun parle de quota de misère avec 5 000 t de miel, 20 000 t de sucre, 6 000 d'orge et de farines d'orge, 10 000 t d'amidon. Il veut accélérer les processus, quitte à oublier que, dans la pratique, les volumes admis sans droit sont nettement supérieurs, comme c'est par exemple le cas pour plus de 10 Mt de maïs importés au cours de la précédente campagne.

Les priorités réglementaires suite à l'Accord d'Association

Dans le secteur agricole, la signature de l'Accord d'Association doit entraîner l'adoption de nouvelles normes et de nouvelles règles. Par exemple une loi pour l'identification des animaux d'élevage et la traçabilité est indispensable, non pas uniquement pour exporter vers l'Union européenne, mais—et principalement—pour garantir la sécurité sanitaire en Ukraine et rétablir la confiance et la tranquillité des consommateurs. L'adoption de nouvelles normes sanitaires, de nouvelles règles pour l'enregistrement et les autorisations d'utilisation des ressources génétiques et des produits de traitement des cultures vise d'abord à garantir la qualité et la sécurité des produits alimentaires, mais également à réduire les occasions—aujourd'hui trop nombreuses—de corruption.

Les Organisations professionnelles misent sur une révision en profondeur de la normalisation

Les organisations professionnelles agricoles estiment que l'accord d'Association devrait se traduire par un accroissement de 10 à 15 % des exportations ukrainiennes vers l'Union européenne. Le redéploiement des exportations vers l'Europe et les pays tiers devrait pouvoir compenser les pertes de part de marché en Russie. Mais cette compensation exigera un changement des normes et des règles de standardisation et de certification actuellement encore majoritairement en vigueur en Ukraine. La Confédération agraire soutient l'inscription de la révision en profondeur de la normalisation agricole. Selon ses experts 64 % des normes agricoles 44 % des normes agroalimentaires restent incompatibles avec la normalisation européenne

Les sept priorités de la Confédération agraire

Leonid Petrovitch Kozatchenko, président de la Confédération agraire, que certains observateurs voient prochainement nommé Vice-premier-ministre chargé de la politique agraire, a exprimé les attentes des milieux professionnels agricoles, soulignant que « l'arrivée du nouveau Président place à la tête de l'État un homme ayant des racines dans le secteur agricole ». Petro Porochenko est en effet le PDG du groupe Roshen (Roshen étant dérivé du nom de sa famille) dont les activités les plus connues sont la confiserie et la biscuiterie industrielles, mais aussi la production de sucre et l'exploitation agricole qui fournit l'essentiel des matières premières (betteraves à sucre, céréales, lait...) du groupe.

La Confédération agraire identifie sept domaines prioritaires d'action :

1 Il faut rapidement réduire le nombre des instances de contrôle, des structures de direction et des fonctions qui sont autant de portes ouvertes à la corruption et sont par ailleurs inefficaces pour apporter des solutions aux vraies questions.

2 L'État doit se retirer des activités commerciales qui doivent rester dans le seul secteur privé ; Au cours des vingt dernières années, les Corporations d'État n'ont démontré que leur incapacité à mobiliser l'investissement et leur talent pour accumuler des pertes et générer des dettes supportées par les contribuables.

3 Il faut réformer le système fiscal applicable au secteur agricole ; Les réformes nécessaires doivent préserver ce qui marche bien et apporte une relative sécurité aux entreprises. Il s'agit principalement des aides indirectes générées par le taux fixe préférentiel et le crédit de TVA sur les achats de fournitures. Il faut moraliser le système d'attribution d'aides directes ; Le plus simple étant sans doute de la supprimer car elles sont la source d'une importante corruption estimée à dix milliards de Hryvnyas par an.

4 Reprendre à la base une réforme foncière enlisée depuis quinze ans. L'absence d'une politique foncière claire et stable prive le secteur agricole d'investissements à long terme nécessaires pour accroître la production et améliorer la logistique. La Confédération agraire se prononce en faveur d'un financement à long terme garanti par la valeur du foncier agricole.

5 / 6 Le renouveau de la recherche et de l'enseignement agronomiques, abandonnés depuis l'indépendance, est indispensable pour soutenir l'innovation et préparer les cadres du futur. Leonid Kozatchenko préconise une diminution du nombre des universités agraires et leur regroupement avec d'autres établissements ; Il veut encourager les contrats de coopération entre les établissements d'enseignement et de recherche et les entreprises privées.

7 La dernière priorité de la Confédération agraire vise à encourager l'augmentation de la production et des productivités pour contribuer au développement économique du pays ; L'Ukraine doit miser sur son agriculture pour accroître le bien-être de sa population, mais aussi son influence internationale, et son attractivité pour les investisseurs.

La paille : une ressource stratégique pour l'Ukraine ?

Dans le contexte de la crise actuelle, avec un renchérissement certain du gaz—s'il continue d'être livré—les économistes, jusqu'alors assez réticents à la valorisation des biomasses agricoles et forestières, semblent prêts à revoir le bilan financier d'une valorisation de la paille agricole. Ils s'intéressent d'autant plus à cette source d'énergie qu'elle présente des avantages certains par rapport à la plupart des énergies alternatives. Il est facile de conserver la paille alors que le stockage de l'énergie éolienne ou solaire est plus complexe.

La paille est une ressource abondante : On admet que le gisement de paille est équivalent à la collecte céréalière et se situe donc annuellement entre 50 et 70 Mt. Les experts en économie de l'énergie veulent bien admettre que la première utilisation de la paille reste—et doit rester—la contribution à l'entretien de la teneur en matière organique des sols agricoles, mais ils soulignent l'intérêt du rendement thermique de la paille : Une tonne produirait l'équivalent de plusieurs m³ de gaz de sorte que la production de paille mobilisable pour l'énergie approcherait les 300 millions de m³ de gaz (mais ces données paraissent assez peu réaliste). Et de rappeler que sur les 25 Milliards de m³ de gaz consommés annuellement en Ukraine, 8,3 milliards de m³ sont consacrés au chauffage des logements et des eaux domestiques. Les investissements pour l'adaptation des chaudières sont d'un coût nettement inférieur aux investissements requis pour d'autres sources d'énergie qui ont en commun de passer par une production finale d'électricité dont le rendement pour le chauffage est mauvais. Avec la paille, les centrales qui alimentent les installations collectives fonctionnant par réseaux de chaleur, nécessiteraient des adaptations moins coûteuses que la transformation de l'ensemble des systèmes de chauffage.

L'Ukraine s'intéresse à l'expérience danoise, où une dizaine de milliers de chaudières à paille sont en service dans le milieu rural et une centaine de plus grosses installations fonctionnent dans le secteur urbain. Les fabricants danois de chaudières voient d'ailleurs s'ouvrir très largement leurs marchés dans l'ensemble de l'Europe notamment pour des unités petites à moyenne (jusqu'à 300 kW) bien adaptées à l'habitat à faible densité des milieux ruraux. Les Académies ukrainiennes notent également les progrès des recherches dans les biotechnologies appliquées à la chimie des pailles pour la fabrication de carburants de synthèse (qui permettraient selon des données ukrainiennes de produire jusqu'à 0,7 t de diesel par tonne de paille) et de matières premières pour l'industrie des matières plastiques.

Les technologues ukrainiens cherchent donc à concrétiser un meilleur usage de la paille que son brûlage dans les champs. Ils envisagent une première voie d'utilisation directe des balles pour alimenter des chaudières ou des séchoirs et une voie indirecte passant par la fabrication de briquettes ou de pellets qui pourraient être vendues une centaine d'Euros la tonne pour un coût de fabrication de 50 à 60 € / t et un pouvoir calorifique de 3 500 à 4 500 Kcal / t.

Les freins à l'utilisation de la paille comme source d'énergie restent nombreux, en Ukraine comme dans les économies occidentales, où les coûts d'investissement et d'entretien sont plus élevés que ceux des équipements utilisant du gaz naturel ou d'autres ressources énergétiques fossiles. Ces investissements ne sont pas prioritaires dans la plupart des entreprises agricoles ; Les industries de transformation—sucreries et huileries—misent en effet d'abord sur la valorisation des sous-produits de leurs propres matières premières. La méthanisation des sous-produits de l'industrie du sucre ou des déjections animales pourrait cependant bénéficier du carbone apporté par les pailles. Les structures rurales (Conseils ruraux et services des Raïons) sont dépourvues de moyens réels pour engager les investissements de modernisation des services publics. Alors que le prix du gaz augmente sensiblement et durablement—personne ne s'attendant à des gestes généreux de la part du premier fournisseur—l'hebdomadaire « Zerkalo Nedielni » (Le miroir de la semaine) veut croire aux perspectives de valorisation des pailles, et d'une façon plus large de l'ensemble de la biomasse, «une source d'énergie (presque) gratuite et totalement sous utilisée ».

Le dossier, avancé non sans raison, pêche par l'écart considérable qui apparaît entre les diverses estimations du coût d'opportunité de la paille « énergétique ». L'estimation des Académies (0,7t de diesel pour une tonne de paille) conduirait à un « prix » de (0,7 x 14,9 UAH / t) 10,43 UAH la tonne de paille ; assez réaliste ...

Les organisations économiques misent sur le secteur agricole

Monsieur Kinakh, ancien premier ministre et président de l'Union des entrepreneurs souligne au cours d'une rencontre sur l'avenir de l'économie ukrainienne la place prioritaire qu'y occupe le secteur agricole. En dépit de l'annexion de la Crimée et des troubles dans l'est du pays, l'agriculture reste l'atout économique majeur de l'Ukraine. La contribution au produit agricole brut des régions de Crimée, de Donetsk et de Louhansk réunies est comprise entre 12 et 13 % ; Il est bien sûr très dommageable que ces régions voient leurs perspectives assombries, mais elles subissent des pertes plus essentielles pour elles que pour l'ensemble du pays. Les experts en économie industrielle et en économie agraire ont convenu également que la priorité de l'action gouvernementale ukrainienne devait aller à la lutte contre la corruption, la décentralisation et la simplification administrative.

Les organisations économiques soulignent le niveau très faible des aides publiques à l'agriculture ukrainienne ; Le chiffre avancé par la Configuration agraire (24 € / ha en moyenne) fait lui-même l'objet de discussions au sein des experts agricoles ukrainiens, mais l'ordre de grandeur est correct. Ce niveau moyen de l'aide représente 14 % du niveau le plus faible au sein des pays européens (Lettonie), et 4,42 % de l'aide moyenne européenne (543 € / ha)

Les aides publiques à l'agriculture dans divers pays européens, en Euro / hectare

Pays	Soutien direct	Développement des territoires (second pilier)	total
Grèce	544	165	709
Allemagne	346	82	428
Hongrie	312	138	450
France	310	47	357
Autriche	236	167	403
Pologne	197	120	316
Bulgarie	190	130	320
Roumanie	92	99	191
Lettonie	83	85	168
Ukraine			24

Source : Confédération agraire d'Ukraine, d'après Union européenne

L'Union des entrepreneurs et les organisations agraires soulignent également que les exploitations agricoles ukrainiennes travaillant exclusivement sur le marché intérieur doivent composer avec des taux d'intérêt bancaire parmi les plus élevés au monde. Elles reconnaissent aussi que ces taux élevés n'ont pas empêché le pays d'accroître sa production finale agricole et de conforter ses premières places parmi les grands pays exportateurs mondiaux.

Les taux d'intérêt bancaire proposés en moyenne pour les activités agricoles, en % par an

< 1,5	1,5<<2,5	2,5<<3,5	3,5< <5	5< < 10	>10
Japon (1,5)	Autriche (2,5) Allemagne (3,1)	USA (3,3) France (3,4)	Grande-Bretagne(4,2)	Italie (5,2) Chine (6) Pologne (8,7) Moldavie (13,3) Argentine (14,1)	Ukraine (18,4) Honduras (18,5) Biélorussie (19,5) Géorgie (22,1) Ouganda (26,3)

Quatre propositions pour réformer le régime de la TVA agricole

Le bénéfice de la TVA sur les achats par les entreprises agricoles continue de faire débat. Le ministère des finances propose quatre variantes pour aménager un système considéré comme injuste au regard de l'ensemble des entreprises et inéquitable alors que le secteur agricole affiche des résultats qui devraient en faire un contribuable plus important.

La première solution a le privilège de la simplicité : alignement sur le régime normal de la TVA. Une seconde proposition consiste à rétablir le régime normal de la TVA mais avec un paiement de l'impôt à un Fonds spécial ou un compte spécial du Trésor destinés à devenir des instruments de soutien financier au développement du secteur. Une troisième voie propose de moduler les taux de TVA à 11 % pour l'agriculture, 9 % pour l'exploitation forestière, s'alignant ainsi sur le taux en vigueur en Russie. Enfin la quatrième voie consisterait à aligner les grandes entreprises sur le régime normal et à maintenir le régime actuel pour les seules PME, en fixant un seuil en superficie cultivée ou en chiffre d'affaires.

Les discussions sont complexes, d'autant qu'elles concernent également le remboursement de la TVA sur les exportations, qui représentent la moitié de la production totale de l'agriculture ukrainienne. Le régime de la TVA agricole représente un soutien réel à l'agriculture estimé à 45 milliards de Hryvnyas entre 2009 et 2012. Le montant du soutien fiscal par la TVA en Ukraine reste cependant modeste au regard des soutiens publics accordés à l'agriculture dans la plupart des pays agricoles, notamment au regard des 3,5 milliards USD en Biélorussie et des 9 milliards USD en Russie.

Remboursement de crédits de TVA

Le trésor met en paiement des remboursements de TVA pour un montant de 4,921 Milliards de Hryvnyas dont une part importante (1,643 milliards UAH) est destinée aux entreprises métallurgiques de la région de Donetsk.

Parmi les entreprises agroalimentaires on relève les noms de « MHP » (168 MUAH), « Cargill » (118 MUAH), « Gadya, milliardstch Syr » (58 MUSD), « Nibulon » (37 MUAH), « Kreativ » (63 MUAH) », « Termolprom » à Louhansk (27 MUH), « Oukr Olya » (16 MUAH),

Foncier

La Rada décide de rétablir la gratuité de la consultation du cadastre électronique

Les représentants de plusieurs fractions à la Rada suggèrent de ne plus exiger les enregistrements numérisés des droits fonciers pour l'attribution du régime fiscal agricole, bien que l'ensemble des dispositions légales en fassent obligation. Leur position veut répondre à la situation singulière créée par l'emboîtement de textes législatifs pris sans analyse de leur interdépendance et allongeant les délais d'enregistrement des droits fonciers au-delà des délais de dépôt des dossiers de demande de bénéfice du régime fiscal agricole ; Il est remarquable de constater que tous les parlementaires semblent découvrir le problème, évident dès les premières esquisses d'un recours obligatoire à une référence au cadastre numérique des droits enregistrés dans d'autres administrations. Les agents des services des ressources foncières obligés de fournir les relevés gratuitement n'admettent guère d'être pris en otage d'un système qui semble avoir été construit dans le seul but de nourrir les besoins des agents des inspections concernées.

La nouvelle proposition de loi (N° 4699) enregistrée le 30 mai pourrait contribuer à rétablir un peu de bon sens dans une dérive alimentée par la connivence entre la pure technocratie et la petite corruption. Commentant les textes législatifs à l'étude et les derniers textes réglementaires (notamment l'Arrêté N°845/5 du 28 mai 2014) l'expert du Cabinet juridique « Sofia », Alexandre Polivodskii, ne mâche pas ses mots en dénonçant des réactions motivées par la préservation d'un système généralisé de corruption... Les voix sont de plus en plus nombreuses à demander de simplifier les règles quitte à mettre de côté le superbe cadastre numérique dont l'apport au secteur agricole est à peu près nul.

Feu la banque foncière d'État

La Rada approuve in fine le projet du gouvernement de procéder à la liquidation de la banque foncière d'État (DerjZemBank) ; Le capital social qui avait été attribué à la banque par un vote de la Rada et une décision de la Banque Centrale d'Ukraine (NBU) devrait revenir au budget de l'État, intégralement puisque la structure voulue par le précédent pouvoir exécutif n'a pu engager aucune opération en l'absence d'une loi foncière qui aurait permis de lever le moratoire sur la vente des terres agricoles.

Svetlana Skosirska, la directrice générale de cette banque pense que la cession des actifs de la Banque foncière d'Etat pourrait générer une plus-value de 30 MUAH grâce une vente qui pourrait ne pas être inférieure à 150 MUAH compte tenu que la transaction permettra au repreneur de disposer d'emblée de l'ensemble des licences requises pour une activité bancaire.

Productions végétales

Blé : Perspective de récolte à 20Mt, mais avec plus de blé fourrager

Alors que commencent les premières moissons des céréales à paille dans les régions de Kherson et d'Odessa, les perspectives de rendement restent bonnes et laissent entrevoir une collecte supérieure à 20 Mt. En annonçant une production unitaire moyenne de 3,03 t / ha contre 3,3 l'an passé, sur une superficie en progression de 3 %, les experts d'OukragroConsult s'attendent à une récolte de 23 Mt ; Mais ils anticipent une progression des blés fourragers qui pourraient représenter 40 % de la collecte contre 30 % l'an passé. La baisse de la collecte de blé meunier de près de 30 % devrait avoir un impact significatif sur les recettes d'exploitation

Répartition des cultures données du 4 juin 2014, en milliers d'hectares

	Toutes cultures de printemps	Céréales à pailles	maïs	sarrasin	millet	riz	Betterave à sucre	tournesol	soja
prévu	8 100		4 900	165	113	24	332	4 560	1 680
réalisé	7 700	2 700	4 777	135	93	10	332	4 468	1 648

Source : Ministère de la politique agricole et Confédération agricole d'Ukraine

Confirmation des bonnes perspectives pour le maïs

Sauf si les pointes de température estivales devaient perturber la pollinisation, les maïs promettent une belle récolte cette année, presque partout sur le territoire ukrainien. Les experts placent unanimement le curseur de leurs prévisions au-dessus de 25 Mt, et plusieurs d'entre eux s'estiment réalistes avec 27Mt et modérément optimiste avec 30Mt. 2014 pourrait donc bien être, comme cela se profilait depuis le mois dernier, une nouvelle année record.

Les producteurs n'ont en effet pas baissé le niveau de leur consommation d'intrants pour la campagne en cours. Le niveau des importations de semences est un bon indicateur de tendance ; Avec 63 000 tonnes importées entre octobre 2013 et avril 2014, les achats de semences de qualité ont progressé de 20 %. Dans les conditions agronomiques moyennes de l'Ukraine, l'impact de l'amélioration génétique végétale est très marqué.

Perspectives de récoltes selon la Confédération agricole, au 1er Juin 2014, en Mt

culture	maïs	bled	ogre	Seigle et autres	grains	riz	Betterave à sucre	tournesol	soja
Confédération Agricole	28,5 - 29	22,0 – 22,5	8	2	60,5 – 61,5	24	332	4 560	1 680
Union céréalière	25	19 - 20	7	-	60,5	10	332	4 468	1 648
USDA	27	20	7	1,3	55,3				

Source: Confédération agricole et Ministère de la politique agricole

Comme toujours en cette saison intermédiaire, les prévisions de récolte diffèrent légèrement en raison du poids accordé aux incertitudes de l'été par les services d'analyse. L'USDA reste modérée avec une collecte totale, hors oléagineux, ramenée à 55 Mt alors que les services professionnels ukrainiens sont plus optimistes avec une prévision comprise entre 60 et 61 Mt en début de mois, revue en hausse à 63 Mt en fin de mois.

Dans ce contexte, et sans anticiper une récolte record de 63 Mt, les capacités d'exportation de l'Ukraine pour la prochaine campagne commerciale (du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015) devrait se situer entre 30 et 32 Mt.

Stabilité pour les oléagineux

La récolte des oléagineux devrait être sensiblement égale à celle de l'an passé à 15,2 Mt. Les experts de l'USDA s'attendent à une baisse de 10 % de la collecte de tournesol, soit 10,0 Mt contre 11,6 Mt l'an passé en raison d'une production unitaire qui aurait baissé de 2,1 à 1,8 t / ha. Ils s'accordent avec leurs homologues ukrainiens pour l'estimation de la prochaine récolte de soja qui devrait nettement progresser à 3,2 Mt contre 2,8 Mt l'an passé.

Les producteurs veulent des garanties d'accès au gaz pour leurs séchoirs

Le directeur de la Confédération agraire d'Ukraine, Serguei Stoïanov, traduit la demande de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles en exigeant du gouvernement « un engagement ferme et chiffré » de livraison de gaz aux séchoirs de toutes les entreprises agricoles du pays. L'enjeu est simple : « garantir la valeur de la récolte des céréales et des oléagineux qui devrait représenter pour 2014 plus de 180 milliards de Hryvnyas ». La Confédération agraire insiste d'autant plus que le risque d'un manque de gaz s'accroît avec la menace d'un arrêt des livraisons de gaz russe si l'Ukraine ne peut pas apurer le montant des retards réclamé par Gazprom, et prépayer les nouveaux volumes nécessaires.

Les producteurs agricoles, les négociants, les industriels du stockage et de la minoterie n'ont pas d'alternative au gaz. Pratiquement toutes leurs installations—anciennes, rénovées ou modernes—ont été construites pour fonctionner au gaz naturel. Avec une collecte probable de plus de 60 Mt, le recours au séchage est indispensable car il ne sera pas possible d'entreposer des grains humides sans s'exposer à des pertes importantes. La Confédération agraire demande donc que le projet de loi préparé par le gouvernement pour faire face cet hiver à un rationnement du gaz (Projet de loi N ° 4117) ne se contente pas de traiter du chauffage urbain mais prenne aussi en compte les besoins incontournables de l'agriculture entre juillet et décembre.

Besoins en gaz pour le séchage des grains, en millions de m³

Céréales à paille	Maïs	Oléagineux	Total
500	750	250	1 500

Source : Confédération agraire d'Ukraine

Le directeur de la société « InfoIndustriya », Dmitri Gordeïtchouki, s'inquiète pour la qualité des grains de la récolte 2014. Il estime que les agriculteurs ont considérablement réduit les niveaux de fertilisation et de protection des cultures. Il avance une baisse de 30 à 40 % du recours aux engrais spéciaux et une réduction, non chiffrée, des achats de produits phytosanitaires. Les maladies non traitées devraient, selon lui, être plus abondantes sur les céréales et le maïs, même si, reconnaît-il, les conditions climatiques sont plutôt favorables aux cultures ; Mais la qualité pourra-t-elle être maintenue si le gaz manque pour alimenter les séchoirs ?

Incertitudes sur les cours intérieurs après la récolte

La principale préoccupation des producteurs ukrainiens concerne le niveau probable des prix de la prochaine récolte. Ils observent deux tendances inquiétantes pour les prix alors que les très bonnes conditions climatiques sur l'ensemble du pays laissent espérer une nouvelle année record, avec plus de 60 Mt de collecte potentielle.

D'abord la baisse probable des importations chinoises de maïs pourrait faire chuter les cours dans un contexte de production mondiale abondante. Le marché chinois pourrait toutefois rester attractif pour des maïs sans OGM.

Ensuite la croissance de plus de 10 % de la sole en soja aux États Unis avec une culture en très bon état pourrait amplifier des signaux baissiers des cours mondiaux, d'autant que l'offre de la Mer Noire devrait être plus abondante avec l'augmentation sensible du soja dans les assolements. Les prix mondiaux pourraient sanctionner une abondance nettement supérieure à la croissance de la demande pour l'alimentation animale ; Mais la Chine, une fois encore, devrait rester fortement importatrice en cherchant à tirer profit d'une offre mondiale surabondante.

Les exportations ukrainiennes de grains approchent 33 Mt

L'Ukraine franchit le 1er juin la barre des 31 Mt de grains exportés. D'ici la fin de la campagne (30 juin) les exportations pourraient atteindre 33 Mt ; déjouant les vues pessimistes de nombreux « experts » redoutant un effet de la crise politique sur le fonctionnement des silos et des ports. Malgré la crise, la logistique a été assurée de façon convenable, et s'est même améliorée au cours du premier semestre grâce à plusieurs simplifications administratives.

Exportations ukrainiennes de grains en Mt

culture	blé	orge	maïs	total
au 1 ^{er} juin 2014	9	2,3	19,74	31,4
Résultats de mai	0,61	0,04	1,15	1,84

Source : Union céréalière d'Ukraine

Prochaine hausse des tarifs ferroviaires pour les céréales

Le transport des céréales pourrait devenir plus coûteux. Le ministère de l'économie prépare une révision tarifaire du transport ferroviaire pour tenir compte de l'incidence du renchérissement des coûts énergétiques ; La hausse des prix, qui atteindrait 24,3 %, soulève une forte contestation dans les milieux professionnels. Ceux-ci notent avec intérêt les deux propositions du gouvernement, l'une visant à faire d'Odessa une zone portuaire franche, et l'autre d'encourager le transport fluvial. Jusqu'à présent la reprise du trafic des péniches a été—pratiquement—le seul fait de la compagnie « Nibulon », à l'initiative de son président fondateur, et dans un contexte plutôt hostile. La promotion du transport fluvial nécessitera un effort d'investissement prolongé qui reportera beaucoup plus tard une réduction substantielle des coûts de transport. L'Union céréalière ne comprend donc pas comment la compétitivité de la branche pourra être garantie avec une hausse de 25 % du coût du transport ; Elle demande à tout le moins une progressivité dans la mise en œuvre, parallèlement à la réduction de tous les coûts qui font du Fobbing ukrainien l'un des plus chers du monde.

Taxation des exportations de graines de tournesol

Les discussions se poursuivent sur la taxation des huiles végétales et des graines oléagineuses. L'association professionnelle « Olya Prom » maintient son opposition à toute taxation alors que les exportations représentent près de vingt fois la consommation intérieure. Elle considère qu'au niveau de production atteint aucune politique fiscale spécifique ne peut être justifiée. Elle ne pourrait agir ni sur la création d'emploi, ni sur l'orientation de la production. Le débat est donc en fait interne et concerne les quelques grands groupes en compétition dans le contexte d'une surcapacité des équipements de trituration estimée à plus d'un million de tonnes de graines.

La Russie veut contrôler les exportations ukrainiennes de pommes de terre

Entre Janvier et mai l'Ukraine a exporté sans difficulté 8 000 t de pommes de terre vers la Russie pour un montant de 1,235 MUSD. Mais les services sanitaires bloquent une partie des lots actuellement en transit, estimant qu'ils ne seraient pas indemnes de virus. La présence de maladies éventuelles est-elle une réalité ou un nouveau prétexte pour bloquer une exportation ukrainienne en croissance, comme c'est le cas pour les fromages et les confiseries. 92,9 % des exportations ukrainiennes de pommes de terre avaient été l'an passé dirigées vers la Fédération de Russie.

Productions animales

Contrôles russes sur les exportations de fromages ukrainiens

Le ministre de la politique agricole, Igor Chvaïka, conteste les démarches de RosSelkhozNadzor pour détecter d'éventuelles contraventions aux normes russes sur la qualité des produits laitiers, et tout particulièrement des fromages. Le service sanitaire russe a mis en suivi rapproché des filiales de Milk Alliance et de Milkyland et se préparerait à imposer un système de contrôles permanents jugé non compatible avec les normes de l'OMC. Aujourd'hui aucune entreprise ne peut être sûre de réaliser ses programmes de livraison en Russie, même lorsqu'elle détient des unités de production sur le territoire de la Fédération de Russie.

Prorogation du système de paiement direct des aides laitières par les transformateurs

Pour éviter de rouvrir les éternelles questions soulevées par la recherche des mécanismes à la fois les plus efficaces et les plus conformes aux principes de l'universalité budgétaire, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation propose de proroger une nouvelle fois le principe du remboursement de la TVA aux producteurs laitiers par débit direct du crédit de TVA des entreprises de transformation laitières. Le ministère des finances est par principe opposé à ce mécanisme d'affectation directe d'une recette fiscale à une dépense sans passer par l'inscription de la recette dans l'ensemble des recettes puis ensuite de définir le droit à subvention et les modalités de leur paiement. Au cours des quinze dernières années, toutes les tentatives de suivre le principe cardinal de l'orthodoxie budgétaire ont échoué, générant des difficultés à la fois auprès des tout petits producteurs et des industriels de la transformation. On peut espérer que les leçons ont été entendues, et que le président Porochenko—qui n'est pas ignorant des choses de l'élevage et de la situation des babouchkas—veillera lui-même si nécessaire à éviter un assaut de perfectionnisme budgétaire...

Entreprises

« Agroliga » passe à la biomasse

« Agroliga » profite de l'été pour modifier en profondeur le fonctionnement de son usine de trituration d'huiles en passant du gaz aux pellets issues des restes de la trituration des graines de tournesol. Ce changement permet à la holding de la région de Kharkov de conserver son coût de production de l'an passé, malgré l'augmentation du prix du gaz. L'indépendance presque totale vis-à-vis du gaz la met à l'abri des augmentations à venir dans un contexte de tension entre l'Ukraine et la Russie. Parallèlement « Agroliga » accroît ses capacités de stockage d'huile de 20 % et se dote d'une presse supplémentaire qui lui permet de mieux gérer les pointes de travail, de faciliter l'entretien et les révisions, notamment en cours de saison, sans interrompre la production. « Agroliga » devrait achever sa certification ISO 9001 avant la fin de la nouvelle saison de trituration.

« KSG » à la peine

Après avoir différé de plusieurs semaines la publication de ses résultats pour 2013, la holding KSG, basée à Dniepropetrovsk, a dû reconnaître une perte de 27,2 MUSD sur l'ensemble de l'exercice, alors qu'elle avait clôturé 2012 avec 11,7 MUSD de bénéfice net. La hausse de 56 % des recettes en 2013 n'a pas pu compenser l'envolée des charges sur le second semestre. D'après les documents publiés par la Compagnie, le premier trimestre 2013 avait été bien orienté avec 1,8 MUSD de bénéfice, mais la quasi fermeture de la porcherie industrielle pour cause de rénovation intégrale a privé le groupe des recettes de vente des viandes porcines ; puis la crise ukrainienne a fortement touché le groupe exposé en Crimée où il perd le bénéfice de ses investissements passés pour l'irrigation et une bonne partie de ses dépenses d'intrants et de semences (équivalent à 3 000 ha environ).

« HarvEast » dénonce la corruption et la chasse aux Agroholdings

Simon Tchernyavskii, le directeur général de la holding agricole « HarvEast » (région de Donetsk, filiale du groupe industriel de Rinat Akhmetov) estime que les pouvoirs publics au lieu de faire la chasse aux grandes entreprises agricoles devraient plutôt s'attaquer prioritairement à la corruption dans tous les domaines du contrôle des activités agricoles.

« La lutte contre la corruption est le seul moyen de soutenir effectivement les petites et moyennes entreprises agricoles contre les requins du business ». Et de dénoncer le recours systématique à des prébendes pour accorder les autorisations de quelque nature qu'elles soient. Il se prononce également pour le maintien du moratoire sur la vente des terres, estimant que dans ce contexte corrompu, rien ne peut garantir les conditions de stabilité nécessaires à toute production agricole. Il enjoint les autorités à prendre le temps nécessaire pour la préparation d'une loi foncière fixant des règles claires et progressives favorable à l'émergence d'un véritable marché des biens fonciers agricoles ; Il rappelle enfin que le recours à la location est le dernier et seul véritable soutien public à l'activité agricole, en proposant la location à long terme des terres appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales.

« Niva Periaslavskii » accroît son intégration porcine

Le groupe agricole et agroalimentaire « Niva Pereïasslavskiy » prévoit de créer d'ici 2018 dans la région de Kiev quatre nouvelles unités porcines d'une capacité annuelle de production de 30 000 têtes chacune. V. Chakel, le directeur général, confirme que le groupe vient de prendre le contrôle d'une unité de production qui s'ajoute aux six actuellement en service. « Le programme de la huitième unité est en cours de réalisation et la neuvième est prêt dans les cartons pour une mise en œuvre l'an prochain » ; Le groupe vise une intégration verticale sur les segments de la production, de l'abattage et de la découpe pour assurer une maîtrise de la valeur ajoutée sur l'ensemble d'une chaîne qui devrait atteindre 210 000 porcs par an, soit une production totale d'environ 22 000 tonnes de viande porcines. Le groupe se prépare à faire progresser sa banque foncière de 21 500 ha à 30 000 ha et de porter ses capacités de stockage en grain de 95 000 à 125 000 tonnes. La BERD devrait apporter son soutien à ce nouveau projet à hauteur d'une trentaine de Millions d'Euros.

« Ovostar Union » poursuit son programme d'investissements

« Ovostar Union » maintient ses programmes d'investissement pour 2014 et 2015. Le groupe prévoit de mobiliser entre 11 et 12 MUSD avant la fin de l'année pour couvrir les dépenses de rénovation de ses installations avicoles de Stavichanski (région de Kiev) associée à un accroissement du nombre de places pour les pondeuses de 5,4 millions à 5,8 millions. Le groupe accroit la population de parentaux de 88 000 à 118 000 têtes et le nombre de poussins de 1,66 à 1,79 millions de têtes.

Les ateliers de tri de cet établissement avicole devraient également être améliorés l'an prochain. Le groupe confirme ses ambitions à moyen terme ; 2,1 milliards d'œufs par an, 2 200 tonnes de poudres d'œufs et 22 000 t de produits liquides. « Ovostar Union » poursuivra donc dans les semaines à venir sa présence sur la bourse de Varsovie, alors que de nombreuses entreprises semblent préférer reporter leur recours aux investisseurs étrangers.

« Agrokultura AB » rationalise ses clusters pour sortir du rouge

« Agrokultura AB », l'agro-firme suédoise présente en Ukraine et en Russie, poursuit un recentrage dans l'ouest de l'Ukraine, amorcé en 2013 avec la cession des exploitations en Crimée, à Poltava, Khmelnytski et Jitomir ; « Agrokultura AB » privilégie un regroupement géographique de ses clusters dans les régions d'Ivano-Frankivsk, de Ternopol et de Lvov. Ce mouvement s'accompagne d'une légère diminution de la taille de la banque foncière, de 50 200 ha en 2013 à 44 900 ha en 2014. Ce choix vise à optimiser les parcs de matériels pour effectuer l'ensemble des tâches agricoles dans les créneaux climatiquement disponibles et avec un niveau d'intensification compatible avec la pluviométrie disponible, évidemment plus abondante et plus régulièrement répartie dans l'ouest de l'Ukraine. Le groupe poursuit son activité agricole en Russie sur environ 80 000 ha.

La rationalisation de l'activité agricole est impérative car le groupe a enregistré des pertes en 2012, en 2013 et pourrait également rester déficitaire en 2014. Il avait récolté 192 000 t de produits agricoles végétaux sur 50 200 ha en 2013, soit une production unitaire moyenne de 1,8 t / ha accessible avec des technologies extensives mais sans doute insuffisantes pour couvrir les charges fixes de technologies intensives nécessitant des matériels coûteux. La holding a-t-elle fait les meilleurs choix stratégiques ?

Augmentation de capital chez « Bel Chostka »

« Bel Chostka » procède à une augmentation de capital souscrite intégralement par la « Société Industrielle commerciale et de participation ». Face à des coûts financiers élevés en Ukraine, le groupe a préféré améliorer son haut de bilan pour se concentrer sur le développement de ses produits à valeur ajoutée (la Vache qui rit notamment) et l'amélioration de son réseau de collecte pour accéder durablement à une matière première de qualité, tout en tirant parti de l'impact baissier du ralentissement des importations russes sur le prix du lait destiné à l'industrie de transformation.

La Banque nationale refinance les dossiers agricoles d' « Alfa Bank »

« Alfa Bank » reçoit 143 MUAH de la Banque centrale d'Ukraine pour améliorer son positionnement dans le secteur agricole. La direction de la banque d'origine russe a fait valoir qu'elle entendait soutenir le développement d'un secteur prioritaire de l'économie nationale ukrainienne et notamment le soutien aux grandes entreprises agricoles à intégration verticale pour lesquelles « Alfa Bank » devrait apporter 74 MUAH de crédits à court et moyen terme. La mesure ne manque pas de surprendre alors que les autorités monétaires du pays déclarent vouloir supprimer les mesures individuelles et privilégier des approches garantissant une égalité de traitement pour l'ensemble des opérateurs financiers. La lutte contre les copinages reste un véritable enjeu quelques mois après les signaux pourtant très claires des révoltes de février dernier...

Change et marchés financiers

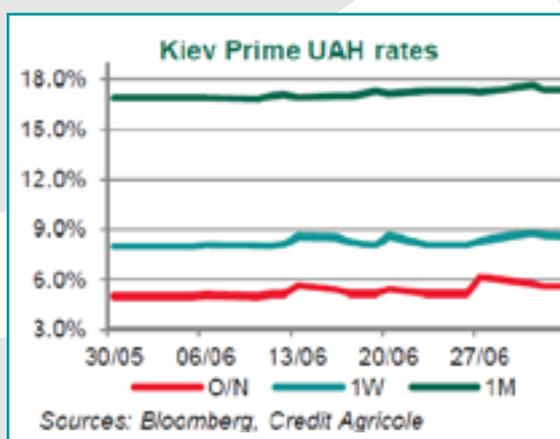
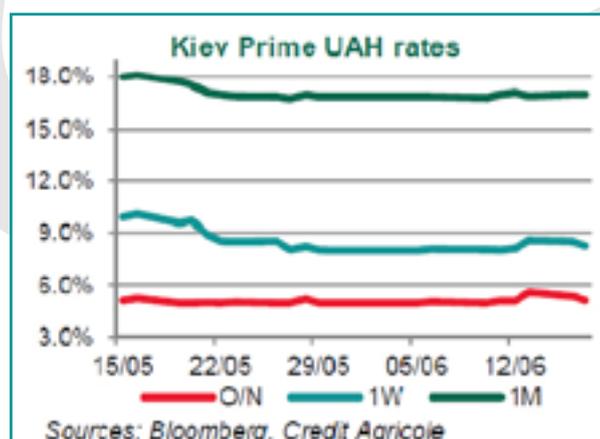
Cours en hryvnyas de diverses devises

	100 USD	100 Euros	100 Livres GB	10 Roubles Russes	100 Tenges	10 Roubles Biélorusses
03.06.	1183.3307	1610.6314	1981.3402	3.3917	6.4483	0.0117
10.06.	1180.3521	1606.2231	1983.3588	3.4382	6.4321	0.0117
17.06.	1176.0444	1591.4233	1995.7653	3.4024	6.4086	0.0116
24.06.	1189.2063	1616.8449	2022.5730	3.4691	6.4807	0.0117
29.04	1140.8089	1581.2752	1921.8221	3.1668	6.2675	0.0114

Source : Banque Nationale d'Ukraine

dates	03.06	04.06	10.06	11.06	17.06	18.06	24.06	25.06	29.04	30.04
LIBOR USD 1mois	0.15090	0.15200	0.15200	0.15125	0.15500	0.15300	0.15150	0.14950	0.15150	0.15050
LIBOR USD 3mois	0.22740	0.22950	0.23030	0.22980	0.23100	0.23100	0.23360	0.23410	0.22535	0.22335
LIBOR USD 6m	0.32190	0.32190	0.32140	0.32030	0.32450	0.32540	0.32630	0.32615	0.32300	0.32250
LIBOR USD 1an	0.53500	0.53400	0.53660	0.53960	0.55060	0.55060	0.54710	0.54610	0.54900	0.54900
EURIBOR EUR 1mois	0.2480	0.2410	0.1880	0.1790	0.1190	0.1130	0.1040	0.1030	0.26900	0.26900
EURIBOR EUR 3mois	0.3070	0.3010	0.2630	0.2580	0.2170	0.2160	0.2110	0.2090	0.34500	0.34700
EURIBOR EUR 6mois	0.3910	0.3860	0.3530	0.3480	0.3120	0.3090	0.3060	0.3050	0.44400	0.44400
EURIBOR EUR 1an	0.5670	0.5620	0.5280	0.5250	0.4910	0.4900	0.4890	0.4880	0.62000	0.62100
KIEVPRIME UAH o/n	5.00	5.00	5.00	5.10	5.13	5.13	5.13	5.13	3.00	4.67

Source : Banque Nationale d'Ukraine



Jean-Jacques Hervé
Conseiller du Président
Crédit Agricole Bank
jean-jacques.herve@credit-agricole.ua

+ 380 67 230 96 84

Ce fichier est confidentiel et est destiné exclusivement à l'usage de la personne à qui il est adressé. Les idées et opinions présentées dans ce document sont celles de son auteur, et ne représentent pas nécessairement celles des autorités françaises ou ukrainiennes ou d'un quelconque de leurs services. La publication, l'usage, la distribution, l'impression ou la copie sont strictement interdits sans l'autorisation préalable de l'auteur et de la direction du groupe Crédit Agricole.